



MARDI 18 MARS 2014 GRÈVE NATIONALE

POUR L'EMPLOI, LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES SALAIRES

à l'appel de la FSU, de l'UGFF-CGT,
de Solidaires et de FO-FP...

EMPLOI ET SERVICE PUBLICS

Le « pacte de responsabilité » proposé par le gouvernement n'impose aucune contrepartie au patronat. Pour autant, il va entraîner une nouvelle et importante réduction des dépenses publiques ! Or cette politique est déjà responsable depuis des années, de la baisse des salaires des agents de la Fonction publique, d'une réduction considérable des emplois et d'une dégradation des services publics à la charge de l'État et des collectivités territoriales.

Il y a urgence à traiter autrement que par des politiques qui ont échoué les problèmes du chômage et des salaires dans le privé comme dans le public, et de la crise du recrutement dans l'éducation.

CONDITIONS DE TRAVAIL – RENTREE 2014

La rentrée 2014 s'annonce une nouvelle fois particulièrement difficile. Les 1000 créations de postes, essentiellement consacrées à la décharge des stagiaires, ne couvriront même pas la poussée démographique prévue ! Dans notre académie il manquera 35 postes à la rentrée pour juste garder les mêmes taux d'encadrement !

En collège comme en lycée où la charge de travail est grandissante, les conditions de rentrée 2014 seront donc de nouveau dégradées : classes à 30 voire plus au collège, à 36 en lycée, options, dédoublements et dispositifs d'aides aux élèves en difficulté supprimés...

REVALORISATION DU MÉTIER

Si des garanties ont été obtenues auprès du ministère sur les nouveaux statuts à paraître (maxima hebdomadaires, monovalence, décharge dans un -trop- petit nombre d'établissements de l'éducation prioritaire), le projet souffre de grandes lacunes. Il ne traite pas des effectifs ni des conditions de travail, fait le choix d'un développement de l'indemnitaire plutôt que de décharges de service, et ne tire pas les conséquences de la reconnaissance de l'ampleur des missions effectuées par les enseignants du 2nd degré, en terme d'amélioration des conditions de travail et de rémunération. C'est pourquoi le SNES exige **une véritable revalorisation de nos métiers dans toutes leurs dimensions**, indispensable pour juguler la crise de recrutement et donner au 2nd degré les moyens de faire réussir tous les élèves.

SALAIRES

Avec un point d'indice gelé depuis 4 ans, les fonctionnaires subissent une accentuation drastique de la baisse de leur pouvoir d'achat. Et les « rumeurs » sur le gel des avancements n'est pas de nature à les rassurer !

A la rentrée 2014, les stagiaires touche-ront 1,1 SMIC pour un recrutement à bac+4 et une titularisation à bac+5 ! De même, un certifié au 7^e échelon de la hors-classe touche le même salaire qu'un collègue au 11^e échelon de la classe normale d'il y a 30 ans ! **Le SNES exige la revalorisation des salaires pour tous, dès maintenant !**

Pour le SNES et la FSU, la fonction publique et les services publics sont créateurs de richesse et participent au développement de l'activité et de l'attractivité de notre pays. Ils ont donc besoin d'être soutenus ou développés, et c'est particulièrement vrai en période de crise. Et réformer la Fonction publique, avoir de l'ambition pour l'éducation et la jeunesse, nécessite des moyens.

LE MARDI 18 MARS,

- pour exiger la revalorisation de nos métiers et de nos salaires,
- pour exiger l'amélioration de nos conditions de travail dans les établissements,

MOBILISONS-NOUS DANS LA GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !